



La plateforme perdante de Kiev

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Mondialisation.ca, 08 juillet 2021

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Le pouvoir kiévien devant faire face à une situation économique et sociale de plus en plus marasmique, espère faire perdurer la mainmise sur le pays en exploitant des plateformes censées selon lui permettre à retrouver les territoires perdus. Bien qu'au fond, toutes les voix raisonnables sont d'avis que stratégiquement parlant - cela ne changera absolument rien.

La «plateforme de Crimée», promue par le régime kiévien depuis un certain moment déjà de concert avec ses parrains, commencera ses activités le 23 août prochain dans la capitale ukrainienne. Ce premier « sommet » sera consacré à la discussion sur les moyens de «désoccuper» la Crimée. Kiev tente de donner audit événement une grande envergure internationale, en y invitant les dirigeants de différents pays.

Le souci pour la partie ukrainienne, c'est que jusqu'à maintenant les seuls soutiens obtenus proviennent d'environ une dizaine de pays, pour la plupart occidentaux et affiliés à l'Otan. Cela sans oublier que les travaux de ladite initiative ne resteront que des discussions sans aucune valeur légale et stratégique.

Il faut à ce titre rappeler, que ce projet promu par le président ukrainien Zelensky, est à la base une initiative britannique. Ladite plateforme a été annoncée après la visite à Londres l'année dernière du personnage mentionné - ex-comédien, faut-il le rappeler aussi.

Concrètement parlant, ce concept signifie que des représentants de certains pays, parmi lesquels les Etats-Unis, d'autres pays occidentaux, la Turquie, et certains Etats d'Europe de l'Est - se réuniront pour discuter de la Crimée, avec certainement des annonces «d'initiatives» dont l'objectif serait de contribuer à rendre la péninsule à l'Ukraine. En résumé: une plateforme de discussion pour un groupe limité de pays, ne représentant aucunement la communauté internationale.

Certains se poseront légitimement la question quant au bien-fondé d'une telle initiative de la part d'un des deux pays les plus pauvres d'Europe, dont la situation économique ne cesse par ailleurs de se détériorer. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'à travers ce genre de projet, conseillé par l'establishment anglo-saxon, le régime ukrainien espère justement à perdurer au pouvoir. Face à une population désillusionnée, et s'intéressant de moins en moins aux attaques verbales de Kiev vis-à-vis de «l'agresseur russe». Pour rappel, des millions de citoyens ukrainiens ont quitté au cours des dernières années leur terre natale, pour aller chercher leur bonheur ailleurs. Acceptant bien souvent les emplois les moins prestigieux et les moins bien rémunérés.

Les chiffres les plus optimistes parlent de pas moins de 4,5 millions de migrants ukrainiens

se trouvant à l'étranger. D'autres - de pratiquement le double. Sachant que de nombreux Ukrainiens profitent du régime sans-visa de trois mois accordé par l'UE pour venir non pas faire du tourisme, mais bel et bien des emplois saisonniers. En d'autres termes - trois mois d'emploi, souvent dans la clandestinité, puis trois au bercail, et ainsi de suite. Une chose est sûre : un pourcentage énorme pour un pays d'un peu plus de 40 millions d'habitants.

Mais étant vraisemblablement dans l'impossibilité de résoudre le marasme économique - ne réalisant pas de projets efficaces et n'obtenant pas de véritable soutien dans le secteur de la part des parrains occidentaux, il devient assez évident que le meilleur moyen de remonter le moral aux Ukrainiens est de lancer des plateformes dont les initiatives sortantes seront perdantes d'avance, tout en poursuivant les guerres de paroles quant à «l'agresseur russe». Paradoxalement d'ailleurs, ledit agresseur qui doit par la même occasion selon la volonté du régime ukrainien continuer à maintenir à flot l'économie ukrainienne via le transit de son gaz à destination de l'UE. Puisque l'establishment occidental est très solidaire dans les paroles politiques, mais beaucoup moins financièrement. Une relation pour le moins surprenante vis-à-vis du pays avec lequel Kiev souhaiterait couper tous les ponts, y compris culturellement et spirituellement.

Quant à la Crimée, toutes ces discussions ne font que faire sourire la population concernée. La Russie a déclaré suffisamment de fois que cette question est close une bonne fois pour toute et qu'aucun retour en arrière ne serait possible. Les récentes provocations occidentales en mer Noire ont reçu une réponse ferme de la part des forces armées russes, forçant les Occidentaux à faire marche arrière. Tout le reste n'étant que bavardage.

Par contre, les conseillers anglo-saxons de Kiev devraient sérieusement s'intéresser de nouveau au cas du berceau historique et civilisationnel serbe du Kosovo - arraché à la Serbie en toute illégalité et sans aucun référendum. Une question qu'il faudra traiter le moment venu.

Mikhail Gamandiy-Egorov

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Mikhail Gamandiy-Egorov](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca